



Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada



METROPOLIS
Série de Conversations **10**
Les Niveaux d'Immigration

Ottawa
le 26 juin 2003

Pour obtenir d'autres copies :

Équipe du projet Metropolis
219 Laurier ouest, 9e étage
Ottawa, Ontario K1A 1L1

Ou visitez :

<http://www.metropolis.net>

Also available in English

Canada



ETROPOLIS

Série de Conversations 10

Les Niveaux d'immigration

RAPPORT DE LA CONVERSATION

Table des matières:

1) Introduction.....	2
2) SUJET DE CONVERSATION	
a. Pourquoi avons-nous un programme d'immigration?	3
b. Le Canada n'a-t-il pas déjà une justification parfaitement bonne?.....	3
c. Plus riche ou seulement plus gros?	3
d. Plus nombreux, « oui », mais plus jeunes?	4
e. D'accord, l'immigration n'est peut-être pas une panacée, mais offre-t-elle quand même des avantages économiques importants?.....	5
f. Si l'immigration ne se justifie pas par l'économie ou la démographie, qu'est-ce qui la justifie?.....	6
g. Le <i>yin</i> et le <i>yang</i> des niveaux d'immigration : comment établir le nombre d'immigrants à admettre.....	8
3) INDICATEURS DE PRUDENCE	
i. Économique.....	9
ii. Démographique	9
iii. Intégration sociale	9
iv. Opinion publique.....	10
v. Sécurité.....	10
vi. Utilisation des indicateurs par les décideurs et les politiciens	11
4) Au sujet de Metropolis.....	12

1) INTRODUCTION

Le 26 juin dernier, le Groupe de planification stratégique de Citoyenneté et Immigration Canada, en collaboration avec des représentants du projet Metropolis, a tenu une discussion d'une journée sur les niveaux d'immigration. Le ton de cette réunion à huis clos était informel, et les participants, recrutés parmi des universitaires et des employés du gouvernement fédéral, ont profité de l'occasion pour soulever des questions fondamentales au sujet des politiques et des pratiques liées aux niveaux d'immigration.

Le but de l'atelier était d'aider les responsables fédéraux dans leur tâche annuelle consistant à élaborer des options au chapitre des niveaux d'immigration qui seront présentées au Ministre. Les options font état du nombre global d'immigrants qui pourront être admis au Canada de même que des objectifs liés à chaque catégorie. De façon générale, les catégories sont les suivantes : les réfugiés, les personnes qui entrent au pays pour des raisons familiales et les migrants économiques.

L'atelier se divisait en deux. Dans la matinée, les participants ont discuté des objectifs stratégiques et des intérêts qui doivent modeler le programme. Pendant l'après-midi, ils se sont penchés sur les indicateurs qui pourraient signaler au gouvernement l'opportunité d'augmenter ou de diminuer les niveaux d'immigration ou de remodeler le programme.

Le rapport qui suit fournit un aperçu de la discussion. Comme l'atelier a fonctionné selon la règle de Chatham House, l'anonymat des participants a été préservé. Néanmoins, nous avons tenté d'indiquer vers quel côté l'opinion générale penchait, lorsque cette information était jugée pertinente.

Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement celles du projet Metropolis, ni celles de Citoyenneté et Immigration Canada.

2) SUJET DE CONVERSATION

a. Pourquoi avons-nous un programme d'immigration?

On rappelle constamment aux Canadiens que leur pays est essentiellement composé d'immigrants. Cette affirmation est vraie, mais elle a tendance à occulter le fait que l'immigration est encore, en grande partie, une affaire de choix et que, par conséquent, il faut prendre des décisions à ce sujet. C'est ainsi que la conversation débute — on se demande pourquoi le Canada veut des immigrants et quel est le but que le pays cherche à atteindre.

Étonnamment, compte tenu de la position internationale du Canada, qui est parmi les pays qui acceptent le plus grand nombre d'immigrants chaque année (par habitant), et du fait que l'immigration est largement considérée comme une caractéristique nationale nous définissant, les participants ont eu du mal à établir une justification claire et contemporaine du programme.

b. Le Canada n'a-t-il pas déjà une justification parfaitement bonne?

Apparemment, non. Il semblerait que les deux principales justifications les plus souvent évoquées de nos jours pour expliquer le nombre élevé d'immigrants acceptés au Canada — le fait que le Canada ait besoin de plus de main-d'œuvre spécialisée et qu'il doive compenser les effets d'une baisse de la natalité — sont toutes les deux sans fondement et ne sont pas appuyées par une recherche scientifique empirique.

La situation était différente au début du XX^e siècle, lorsque l'immigration était effectivement un outil de politique économique. Ensuite, le Canada a eu besoin d'immigrants pour faire prospérer son économie et pour coloniser l'Ouest. Par la suite, au cours des années 60, on a eu besoin à nouveau des immigrants qualifiés, cette fois pour soutenir l'expansion du Canada et pour compenser un système d'éducation sous-développé. L'infrastructure éducative qui était en place à l'époque ne pouvait répondre à une demande en main-d'œuvre en pleine croissance ni compenser l'exode des cerveaux vers les États-Unis.

La situation a bien changé. De nos jours, bien peu d'économistes affirmeraient que l'immigration est un outil de politique économique important, surtout à cause de l'ALENA. Plusieurs participants ont souligné qu'en procurant de façon générale un accès libre aux marchés américains, l'ALENA permet à l'industrie canadienne de réaliser des économies d'échelle sans devoir disposer d'une population nationale imposante. Une situation semblable existe dans les pays de l'Union européenne. Les participants ont également fait remarquer que le Canada compte maintenant de nombreuses universités, ce qui réduit le besoin d'aller recruter à l'étranger de la main-d'œuvre hautement qualifiée.

c. Plus riche ou seulement plus gros?

Personne ne contredit l'affirmation selon laquelle l'immigration permet d'augmenter le PIB. Toutefois, rien ne prouve vraiment qu'elle accélère la croissance économique et permet d'augmenter le *PIB par habitant*. La plupart des participants croient que l'immigration a, au mieux, une influence légèrement positive sur la croissance et que les avantages par habitant sont minimes. Cette opinion est appuyée par d'importantes études effectuées au Canada, aux États-Unis et en Australie sur une période de dix ans.

Les répercussions pratiquement nulles de l'immigration sur le PIB par habitant sont peut-être attribuables au fait que la population a augmenté plus rapidement que le capital ne s'est accumulé. Cette situation s'explique par le fait que l'immigration ne s'accompagne pas d'entrées de capitaux proportionnellement importantes. (Les réfugiés, par exemple, arrivent avec très peu de capital.) Résultat : l'immigration a un effet dépresseur sur le ratio capital-main-d'œuvre, ce qui ralentit la croissance de la productivité.

Les participants à l'atelier ont également souligné que les affirmations selon lesquelles l'immigration a d'importants effets sur la productivité au chapitre du commerce international ou de l'innovation technologique ne sont pas appuyées par des recherches crédibles.

d. Plus nombreux, « oui », mais plus jeunes?

Plusieurs participants ont fait valoir que la justification démographique de l'immigration — particulièrement l'idée selon laquelle nous avons besoin des immigrants pour financer les pensions d'une population nationale vieillissante — a été démentie par la recherche. Même si l'immigration pouvait empêcher la population canadienne de décroître, il faudrait, pour renverser ou stabiliser le vieillissement de la population, augmenter de façon faramineuse les niveaux d'immigration actuels, ce qui serait inadmissible sur le plan politique. En fait, tout en convenant qu'une importante baisse de la population ne serait pas une bonne chose, plusieurs participants se demandent si le Canada a besoin d'une croissance de sa population ou si une population moins nombreuse pourrait permettre d'améliorer la qualité de vie dans les grandes villes, par exemple, par une réduction de la congestion et de la pollution.

En général, les participants ont convenu que de faire de l'immigration la seule source de croissance de la population a des aspects négatifs, notamment une concentration plus grande des populations dans les zones métropolitaines. Des mesures nationales visant à faire augmenter la natalité seraient préférables, même si les participants ont admis qu'il est difficile de modifier les préférences en matière de planification familiale.

e. D'accord, l'immigration n'est peut-être pas une panacée, mais offre-t-elle quand même des avantages économiques importants?

La réponse est « oui », mais les gains ne sont pas distribués de façon égale. Les grands gagnants sont les immigrants eux-mêmes. Par contre, leurs *hôtes* canadiens, selon des études économiques, même s'ils n'essuient pas de pertes économiques, ne semblent pas réaliser de gains substantiels. C'est pourquoi la plupart des participants hésitaient à classer l'immigration dans la catégorie des instruments de politique économique (c.-à-d., des outils permettant d'accroître la richesse ou le revenu par habitant de la population hôte). Les participants ont toutefois laissé entendre que l'immigration offre des avantages économiques en améliorant les ressources humaines disponibles au Canada, en assouplissant l'économie, en aidant à financer les biens publics, par exemple les parcs nationaux et les institutions culturelles comme la SRC, et en apportant au pays leurs compétences en entrepreneuriat.

Si on dit que les immigrants sont les grands gagnants, c'est que leurs revenus au Canada dépassent en règle générale de beaucoup ce qu'ils gagnaient dans leur pays d'origine. Certains participants à l'atelier considèrent qu'il s'agit d'une importante justification de la politique économique. Malheureusement, l'avantage qu'ont déjà eu les immigrants par rapport aux travailleurs nés au Canada s'est réduit au cours des trois dernières décennies. Cette situation inquiète les décideurs qui ne trouvent pas d'explication satisfaisante à la baisse des revenus des immigrants. Habituellement, les facteurs liés au marché du travail ne comptent que pour une partie de la baisse. D'autres influences, comme des variables culturelles et d'origine nationale (si l'immigrant provient d'un pays où l'on ne parle pas anglais), semblent jouer un rôle important. Ces facteurs sont associés à la valeur considérablement réduite accordée à l'expérience de travail et à la scolarité acquises à l'étranger. Il peut aussi y avoir un certain racisme.

Les universitaires et les décideurs s'inquiètent particulièrement de l'augmentation de l'incidence de la pauvreté chez les immigrants, comparativement aux personnes nées au Canada. On souligne qu'entre 1980 et 2000, le taux de pauvreté chez les personnes nées au Canada *a diminué* de plus de 2 % à Montréal, à Toronto et à Vancouver, tandis que le taux de pauvreté chez les immigrants *a augmenté* de 2 à 5 % dans ces mêmes villes. Les participants à l'atelier ne pouvaient pas affirmer avec certitude si cette tendance se poursuivra ou si la modeste remontée des salaires des immigrants que l'on constate actuellement persistera.

f. Si l'immigration ne se justifie pas par l'économie ou la démographie, qu'est-ce qui la justifie?

Les participants n'étaient pas tous prêts à rejeter l'idée selon laquelle l'immigration permet de réaliser des gains sur les plans économique et démographique. Bon nombre d'entre eux croyaient que l'absence de preuves à l'appui révèle des lacunes au chapitre des connaissances plutôt qu'une absence d'avantages. Cela dit, aucun participant ne croyait que l'immigration nécessite absolument une justification économique. On considérait que les justifications fondées sur l'économie et la démographie constituent une base facile à comprendre et probablement plus universelle pour le programme d'immigration du Canada; toutefois, d'autres raisons étaient jugées très importantes. Les participants ont souligné que le débat public sur l'immigration, de même que les discussions politiques des ministres du Cabinet, font souvent ressortir d'autres justifications :

- De façon générale, les participants voyaient la politique canadienne en matière d'immigration comme un façon de bâtir le pays, reflétant le type de société dans laquelle les Canadiens veulent vivre : diversifiée, tolérante et généreuse face aux besoins humanitaires et aux souhaits des immigrants de retrouver leur famille.
- On a également fait ressortir que l'immigration est profondément enracinée dans la culture populaire et fait partie intégrante de la conscience publique. Les Canadiens comptent sur une croissance de la population et voient l'immigration comme le moyen privilégié d'y arriver.
- Les participants ont défendu avec vigueur l'immigration à des fins humanitaires et ont souligné la longue et louable tradition du Canada en matière de protection des réfugiés. En fait, les participants ont fait valoir que le Canada pouvait se permettre d'accroître le nombre de réfugiés acceptés, même si une politique de ce genre ne ferait pas l'unanimité.
- On croit que l'immigration aide le Canada à atteindre ses objectifs en matière de politique étrangère. Présenter le Canada comme un chef de file des politiques sur l'immigration était considéré comme un moyen d'acquérir une influence politique dans d'autres domaines.
- Les participants estimaient également que des changements culturels pouvaient justifier l'immigration. Ils ont souligné que certains pays ont choisi une relative homogénéité nationale tandis que le Canada a choisi la différence. Les Canadiens aiment la diversité et le multiculturalisme. On donne pour exemple la façon dont la diversité enrichit les discussions dans les universités.
- On considère que l'immigration joue un rôle essentiel dans la satisfaction de besoins économiques particuliers, comme ceux du secteur du bâtiment à Toronto ou d'autres besoins industriels et sectoriels précisés dans les accords provinciaux.

La discussion sur les autres justifications de la politique a permis un certain nombre d'échanges parmi les participants. Ils se sont entre autres demandé quelle était l'étendue du soutien populaire de certaines des justifications proposées par les universitaires et les décideurs. Ils ont fait valoir que les Canadiens appuient l'immigration en se fondant sur leur perception de ce que les immigrants font et non de ce qu'ils sont. À ce titre, la diversité et le multiculturalisme sont des sous-produits, et non des qualités qui doivent être un objectif direct des politiques. C'est la même chose pour les immigrants. Ils viennent au Canada non pas pour enrichir la diversité du pays, mais plutôt pour réussir sur le plan économique.

Le décalage (ou la possibilité de décalage) entre les motifs et les résultats troublent certains participants, surtout ceux qui croient que le soutien public se fonde sur une fausse conception des avantages économiques de l'immigration. D'autres participants croient qu'il incombe au gouvernement de promouvoir l'immigration et de sensibiliser le public. On souligne, par exemple, que moins de 50 % des Canadiens avaient appuyé les mesures exceptionnelles mises en place pour aider les réfugiés de la mer vietnamiens — ce qui laisse croire qu'une politique de ce genre n'aurait jamais été mise en œuvre si l'immigration avait été gérée de façon populiste — même si, aujourd'hui, les Canadiens sont extrêmement fiers de leur réalisation.

Quatre points supplémentaires valent la peine d'être mentionnés. Premièrement, tous les participants ont convenu qu'il fallait maintenir une stratégie d'immigration équilibrée — c.-à-d. une stratégie qui répond à des objectifs multiples : sociaux, économiques, démographiques et culturels. Tous ces aspects sont considérés comme essentiels à la stabilité du programme. Deuxièmement, même sans justification économique ou démographique solide, peu de participants ont réclamé une importante réduction des niveaux d'immigration. Troisièmement, les participants ont unanimement convenu qu'il fallait travailler davantage à trouver de meilleures façons de mesurer les avantages moins tangibles de l'immigration (c.-à-d. les avantages non économiques et non démographiques). Quatrièmement, même si la discussion mettait l'accent sur les niveaux d'immigration, les politiques de sélection étaient aussi fortement touchées par les faiblesses des justifications économiques et démographiques.

Les participants ont abordé, sans l'approfondir, la possibilité d'élaborer des régimes de sélection fondés sur des principes sociaux et culturels plutôt que sur des objectifs liés au marché du travail. Pour illustrer ce point, plusieurs participants ont souligné la contribution de l'immigration à la musique, la littérature, les arts, les sports et la cuisine au Canada et ont fait valoir qu'il serait intéressant et peut-être même utile de tenter d'établir des critères de sélection socioculturels qui refléteraient peut-être plus fidèlement la contribution durable de l'immigration à notre société.

g. Le yin et le yang des niveaux d'immigration : comment établir le nombre d'immigrants à admettre

Deux ensembles d'idées complémentaires ont été proposés pour orienter l'établissement des niveaux d'immigration. Le premier ensemble d'idées mettait l'accent sur la mesure avec laquelle l'immigration permet d'atteindre des buts politiques, sociaux, économiques, démographiques et moraux souhaitables. Le deuxième ensemble d'idées mettait l'accent sur les résultats problématiques associés en grande partie, mais pas entièrement, aux contraintes liées à la capacité d'absorption d'immigrants.

Trois points de vue interreliés sur le programme sous-tendent le premier ensemble d'idées, c'est-à-dire la *gestion de l'immigration par rapport à certains buts* :

- (i) l'immigration se fonde sur les droits et les niveaux d'immigration doivent refléter l'exercice projeté de ces droits par les demandeurs potentiels. Les droits en question ont trait à la réunion des familles et à diverses mesures de protection liées à l'admission pour motif humanitaire;
- (ii) l'immigration est un service et les niveaux d'immigration doivent refléter les demandes des « clients ». On entend par clients les immigrants sélectionnés par le Québec, les candidats d'une province et les employeurs nationaux (qui recrutent des immigrants pour des emplois réservés, qui doivent être approuvés par Développement des ressources humaines Canada);
- (iii) l'immigration représente un objectif politique de haut niveau, conforme à son caractère de bâtisseur du pays. Cette position appuie l'adoption d'un but « visionnaire », comme l'objectif de 1 % adopté par le gouvernement. La plus grande partie des participants à l'atelier ont appuyé l'idée d'un but visionnaire. Certains ont indiqué que l'objectif du 1 % avait un poids politique, n'était pas menaçant et obtenait un soutien général.

Le deuxième ensemble d'idées mettait l'accent sur la *gestion de l'immigration par la surveillance de ses répercussions sur la population hôte et les immigrants*. Selon cette conception, les niveaux d'immigration peuvent être maintenus ou augmentés tant que les indicateurs (de conséquence) sélectionnés restent positifs ou neutres. Les participants ont souligné qu'il fallait utiliser des mesures tant qualitatives que quantitatives. On a discuté des techniques mathématiques qui pourraient être utilisées pour tirer une conclusion applicable aux niveaux d'immigration à partir des changements qui surviennent dans un large éventail d'indicateurs. La plupart des participants croyaient que c'était une erreur de dissocier l'immigration de l'économie, notamment du chômage, et de considérations liées à la capacité d'absorption du Canada. Cette dissociation était traditionnellement liée à des niveaux d'immigration élevés et est peut-être responsable de certains des problèmes auxquels les immigrants sont confrontés aujourd'hui.

Les indicateurs de prudence qui suivent ont été proposés à titre d'instruments de mesure qui devraient aider le gouvernement à examiner les niveaux d'immigration prévus et, au besoin, à les réduire. En l'absence de signaux négatifs, les niveaux d'immigration pourraient être maintenus ou augmentés pour appuyer les objectifs de la politique.

3) INDICATEURS DE PRUDENCE

i. Économique

- Baisse des revenus des immigrants (comparativement à leurs revenus antérieurs);
- baisse des revenus des immigrants (comparativement à ceux des personnes nées au Canada);
- augmentation de la polarisation des revenus dans la population hôte;
- augmentation de la polarisation des revenus entre la population hôte et les immigrants;
- augmentation du chômage et du sous-emploi chez les immigrants et sous-utilisation des compétences des immigrants;
- augmentation des suppressions d'emploi dans la population hôte, de façon générale ou dans d'importants sous-groupes, comme les nouveaux diplômés;
- augmentation du taux de pauvreté chez les immigrants;
- augmentation du coût du programme d'immigration et d'autres programmes connexes aux échelles locale et nationale;
- diminution du potentiel en capital humain des immigrants.

ii. Démographique

- Augmentation de la concentration d'immigrants dans les zones urbaines et déplacement de la population hôte (par contre, une redistribution des immigrants vers des centres plus petits permettrait une *augmentation* des niveaux);
- diminution de la mobilité et preuve d'un plus grand isolement des enclaves urbaines.

iii. Intégration sociale

- Diminution des niveaux de scolarité atteints par les immigrants et du nombre d'immigrants qui entreprennent des études (comparativement aux groupes d'immigrants précédents et aux personnes nées au Canada);
- augmentation des crimes *commis par* des immigrants et des crimes dont les immigrants *sont victimes*;
- diminution des indicateurs de santé;
- réduction de l'accès aux cours de langue;
- réduction de l'accès au logement;
- augmentation de la concentration des communautés ethniques;
- augmentation des conflits entre les immigrants et entre les groupes ethniques;
- diminution de l'intégration socio-économique chez les immigrants de deuxième et troisième générations (après l'immigration);
- augmentation de la polarisation sociale.

iv. *Opinion publique*

- Diminution du soutien à l'immigration;
- augmentation des perceptions de liens entre l'immigration et des situations sociales ou économiques difficiles;
- diminution du soutien à l'immigration comme mesure privilégiée pour la réalisation de buts sociaux généraux;
- diminution du soutien à l'immigration humanitaire et au paiement des coûts que ce genre d'immigration entraîne.

v. *Sécurité*

- Augmentation de l'association entre l'immigration et les préoccupations en matière de sécurité (et les conséquences de cette situation sur les coûts du programme, l'opinion publique et les relations entre les États).

vi. *Utilisation des indicateurs par les décideurs et les politiciens*

Les participants étaient inquiets de la façon dont les indicateurs pourraient être utilisés par les décideurs et les politiciens. Six points d'interprétation semblent particulièrement saillants :

- Point un :* les indicateurs peuvent être interprétés comme des signaux dénotant qu'il faut diminuer les niveaux *ou* comme des signes indiquant que le gouvernement et le public devraient être plus attentifs et accorder plus de ressources à l'intégration et aux réformes institutionnelles (pour améliorer l'accès à ces institutions pour les immigrants).
- Point deux :* les gouvernements doivent être conscients du fait que les effets locaux de l'immigration peuvent être très différents des effets nationaux — si on établit un niveau d'immigration à 1 % de la population nationale, cela correspond à 4 % de la population à Toronto. Il faut avoir recours à des indicateurs de répercussion locaux et nationaux.
- Point trois :* les résultats négatifs peuvent être atténués par un remaniement des politiques. L'intégration peut être facilitée (et la capacité d'absorption, améliorée) par une sélection d'immigrants qui présentent un plus grand potentiel sur le plan du capital humain. De même, la congestion urbaine peut être atténuée par un changement de la destination des immigrants et de la tendance des immigrants à se rendre dans les zones métropolitaines les plus importantes. On estime que, si on réussissait à renverser ces tendances, on pourrait augmenter de façon importante les niveaux d'immigration.
- Point quatre :* on croit que l'immigration devrait être configurée de façon à éviter de contribuer au clivage qui existe actuellement dans la société. Cela permettrait également d'augmenter les niveaux.
- Point cinq :* il faut accorder plus d'attention à l'opinion publique parce que l'intégration des immigrants dépend de ce qui se passe dans les sphères privées et publiques, et parce que le soutien du public est nécessaire au maintien des programmes d'intégration mis en œuvre par le gouvernement. Même s'il est important que l'opinion publique soit respectée, le soutien ou l'opposition du public ne doit pas, à proprement parler, être le déclencheur d'une modification des niveaux. La principale question a trait aux raisons de ce soutien ou de cette opposition. De plus, le gouvernement a le devoir de sensibiliser le public en ce qui a trait à l'immigration et de combattre le racisme et la discrimination.
- Point six :* les participants ont convenu de façon générale que l'apparition de ghettos d'immigrants ou d'une résistance importante du public face à l'immigration devrait mener à une révision serrée des politiques.

4) AU SUJET DE METROPOLIS

Le projet Metropolis fut créé en 1994 et lancé en 1996, en reconnaissance de l'existence d'un pressant besoin de prendre en mains les défis et de tirer profit des possibilités en matière de migration et de l'intégration des minorités ethniques et religieuses au sein des grandes villes du monde.

Le projet a permis de déterminer que le succès des politiques en matière d'immigration et d'intégration dépendait du soutien actif et coordonné de tous les échelons de gouvernement, des ONG, du secteur privé et du grand public. Ces intervenants étaient tous convaincus de l'importance de la tâche à accomplir. Ce qu'il leur manquait, c'était les connaissances et partant, l'aptitude de fonctionner à partir d'un point stratégique commun. Afin de remédier à cette situation, le projet fut structuré de manière à y inclure tous les intervenants.

Autre facteur clé dans la conception du projet : l'importante compression des dépenses publiques a contraint tous les gouvernements à réévaluer leurs priorités et à chercher à former de nouveaux partenariats stratégiques, dans le but de rationaliser leurs rares ressources et d'obtenir de l'aide d'autres secteurs. En matière d'élaboration de politiques, le projet a permis de prendre conscience que plus d'investissements étaient requis en matière des connaissances et que ces dernières devraient provenir de nouvelles alliances avec les universités, les instituts de recherche et les groupes de réflexion. En consacrant une expertise scientifique extérieure à l'étude de questions stratégiques complexes qui chevauchent plusieurs champs d'application, il en résulterait une politique publique plus étoffée.

Le but du projet Metropolis est d'améliorer les politiques en matière de gestion de la migration et de la diversité dans les grandes villes :

- en augmentant la capacité de recherche universitaire;
- en orientant la recherche universitaire vers des questions et des options stratégiques clés;
- en élaborant des façons de rendre accessible la recherche dans le processus décisionnel.

La structure du projet est basée sur un partenariat formé de composantes nationales et internationales. Ce projet vise à accroître la recherche dans les domaines de l'immigration et de la diversité; à favoriser la communication entre les décideurs, les chercheurs et les ONG; à encourager une discussion qui ne soit pas limitée aux énoncés de principes, aux descriptions et aux plaidoiries; à établir les paramètres de résolution de problèmes au moyen des meilleures informations et analyses disponibles.

<http://www.metropolis.net>